

L'Étincelle



Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire

PSA Poissy

Lundi 19 juin 2017

Que leurs ennuis commencent !

Comme prévu, Macron a son Assemblée, même s'il doit en rabattre par rapport au raz-de-marée annoncé au premier tour. De record, on retiendra surtout celui de l'abstention : déjà historique au premier tour (51,30 %), il est battu au second (57,36 %). Bref, La République en marche n'aura pas fait se déplacer les foules !

Bien loin d'une victoire populaire donc, le président « jupitérien » a surtout réussi à mettre en orbite dans les vieilles institutions sa (pas si) nouvelle écurie électorale. Entre les ex-PS ou LR devenus « marcheurs », ceux de la prétendue société civile qui doivent leur élection à Macron, et les alliés officiels du Modem, il dispose d'une majorité absolue de 348 députés pour lui permettre de mettre en œuvre son programme antisocial. Autant dire que le gouvernement Macron va avoir à sa botte une Assemblée bourgeoise décomplexée. C'était le but du jeu. Mais l'abstention massive montre que la population n'est pas dupe. Si l'Assemblée macroniste compte s'asseoir sur le monde du travail, celui-ci pourrait bien, par ses mobilisations à venir, s'asseoir sur l'Assemblée et la présidence.

Là-haut, ils sont pressés

Derrière la comédie parlementaire se prépare l'offensive patronale. Maintenant que l'OPA « En Marche » est achevée, le PDG Emmanuel Macron et son conseiller d'administration Édouard Philippe entendent lancer sans attendre la grande « restructuration » du pays au nom de la « compétitivité » (traduire : des profits patronaux). Plus que jamais en marche, donc, pour les licenciements et fermetures d'entreprises, comme à Engie, Ford, Tati, Mim, Vivarte, Whirlpool et bien d'autres. Il s'agit de systématiser les chantages à l'emploi, l'arbitraire patronal, avec baisse des salaires et suppressions d'effectifs, et de légaliser toutes les attaques contre ce qui reste des droits collectifs des travailleurs. C'est du moins ce qu'ils espèrent nous imposer.

La stratégie du choc

Pour commencer, en légiférant par ordonnances, Macron espère prendre de vitesse toute tentative d'organiser une mobilisation contre sa loi Travail 2.

Pour l'heure, il a même réussi à embarquer dans la comédie du « dialogue social » les responsables des confédérations syndicales comme Philippe Martinez, Jean-Claude Mailly ou Laurent Berger. Ce qui, heureusement, a suscité des réactions de mécontentement et d'opposition de la part de bon nombre de structures syndicales locales ou régionales et de militants d'entreprises, pour qui c'est la mise en ordre de bataille face à cette guerre sociale annoncée qui devrait être à l'ordre du jour.

Mais rien n'est joué

Non, rien n'est joué. La majorité absolue à l'Assemblée pourrait se révéler dérisoire face à une tout autre majorité... dans la rue et les grèves. C'est d'ailleurs ce que craignent certains conseillers de Macron, en évoquant qu'à force de postures « jupitériennes », le « débat » pourrait « se terminer dans la rue ».

À nous de confirmer leurs craintes. Les ordonnances et autres manipulations gouvernementales ne pèseront pas lourd si les travailleurs venaient à porter le « débat dans la rue », tout comme dans leurs bureaux et leurs ateliers. Macron et ses godillots concoctent leur « stratégie du choc », celle de l'intimidation. Mais les travailleurs, qui font tout tourner dans ce pays, peuvent avoir leur propre stratégie, celle de la contre-offensive. Une grève généralisée sur toutes nos revendications pourrait réduire à l'impuissance et au ridicule ce gouvernement bien mal élu.

Nous n'en sommes pas là, mais cela se prépare. Après tout, en ce lendemain du deuxième tour des législatives, lundi 19 juin, les rassemblements du Front social à Paris et dans plus d'une dizaine de villes, pourraient en marquer quelques premiers jalons.

D'une pierre deux coups

La direction veut supprimer totalement ou partiellement de nombreuses lignes de cars en quelques mois, cela commence dès le 26 juin avec la ligne de Gennevilliers. La direction veut faire des économies, mais surtout pousser les salariés à la démission.

Comment vont faire ceux qui n'ont pas le permis, pas de voitures, pas d'argent à investir en carburant ? Revenir chez soi en train pour ceux qui habitent loin, va être une vraie galère, surtout après les H+ à 21h et les samedis après-midi.

Jeudi un rassemblement est prévu : allons crier notre colère à 12h30 devant les locaux de la direction au B2 !

Cherchez l'erreur

À partir de fin juin le parking du B5 est interdit aux salariés de l'usine. Ça fait 500 places en moins, alors que PSA veut supprimer des cars et donc augmenter le nombre de salariés en voiture...

Un pour tous et tous pour un !

Le 23 juin prochain, Farid Borsali, le secrétaire du syndicat CGT PSA Poissy est traîné injustement par la direction devant le Tribunal Correctionnel de Versailles. Face à ces attaques qui préparent une offensive générale contre tous les salariés de l'usine, la solidarité a été forte et généreuse avec une collecte réussie.

Depuis plusieurs mois, la direction mène la répression contre les militants de la CGT (demandes de licenciement, mises à pied, mutation disciplinaire).

Un rassemblement est prévu vendredi 23, à 8h30 devant le tribunal. Une occasion pour manifester collectivement notre soutien à tous ceux qui sont menacés.

La direction entièrement responsable

Vendredi dernier un cariste de CPL, B3, équipe 22 a tenté de suicider. Il est monté sur un poteau à 6 mètres pour se jeter dans le vide. Des collègues l'ont persuadé de redescendre. Le responsable du secteur a été obligé de présenter ses excuses après l'incident.

Depuis plusieurs mois cet ouvrier subissait la pression de la hiérarchie, dans le contexte de réorganisation de la Logistique. Il s'était adressé à ses collègues pour manifester son refus des projets de la direction. La pression de la hiérarchie a alors redoublé.

Voilà tous les effets de la politique de la direction.

CPL : Contre ce Projet Lamentable

La direction vient d'annoncer la réorganisation de la Logistique pour le 3 juillet. Les caristes seront désormais rattachés à la production Montage. Elle espère exiger d'eux qu'ils alternent des postes de caristes avec des postes sur chaîne ou au Kitting.

Baucoup de caristes ont des restrictions médicales, la direction s'en fout, et veut les mettre sur des « postes verts », officiellement adaptés, mais en réalité intenable. Les postes véritablement aménagés sont déjà très rares dans l'usine.

La direction n'a pas encore lâché le mot « soustraction », mais c'est bien ça qu'elle a aussi en tête.

Au four, jour et nuit

La direction donne des bouteilles d'eau aux équipes 12 et 22, mais seulement en fin de journée. Elle les refuse à l'équipe C. Il ne fait pas assez chaud la nuit dit-elle. Pour cause : la température est prise à la Rotonde, en extérieur. Mais ce n'est ni à la Rotonde ni à l'extérieur qu'on bosse, c'est dans des bâtiments parfois sans aération et qui conservent le climat étouffant.

La direction attend que l'un de nous fasse un malaise. Réagissons avant que ça n'arrive !

À l'impossible nul n'est tenu... quel que soit le grade

Au Montage, B2, équipe C, c'est de pire en pire : régulièrement -30, -40... véhicules en fin de séance. Toujours à cause de problèmes techniques non résolus.

Depuis que les RU sont sur chaîne, les chefs ne se cassent plus la tête : on va quand même pas pousser les véhicules à la main. Sur chaîne, les chefs sont comme les ouvriers : ils en ont marre !

Ben alors ? T'as pas le pass VIP ?

Il y a deux semaines, mardi soir, équipe C, un intérimaire sonne à l'interphone du tourniquet de la porte de Poissy car il n'a pas encore de carte pour entrer. On lui répond : « Ah non, monsieur, il n'y a personne à l'accueil de la porte de Poissy le soir, vous devez aller à la porte d'Achères ! ». 30 minutes à pied, combien pour revenir ? L'intérimaire furieux – et on le comprend – a été forcé de rentrer chez lui.

Entre ça et les cartes qui ne marchent pas, PSA c'est comme la boîte de nuit : pour y entrer le soir, il faut vraiment être un VIP.

À GM&S la lutte continue...

Vendredi dernier, les ouvriers de GM&S (qui étaient venus manifester devant notre site à Poissy) ont été reçus par le ministre de l'économie Bruno Lemaire et soutenus par un rassemblement à Bercy. Le ministère confirme une éventuelle reprise du site par GMD. Mais ce dernier propose de ne reprendre que la moitié des salariés (120 à 140). Pour les autres, ce sera reconversions ou formations bidon et autres plans d'accompagnement du chômage.

Autant de solutions inacceptables que les ouvriers de GM&S continuent de refuser et contre lesquelles ils restent déterminés à lutter.

... Et pourrait aussi se coordonner avec d'autres

Au même rassemblement, il y avait une délégation du l'usine Matt de Montcornet (Aisne) du groupe Trèves (État actionnaire à 43 %), sous-traitant de Toyota Valenciennes pour les plages arrière (et de PSA Mulhouse pour des pièces de la C4). L'usine est menacée de fermeture en 2019. Les 130 ouvriers ont fait grève à 100 % pendant 8 jours, bloquant la production de Toyota. Assez pour faire pleurer leur DRH et obtenir le doublement des primes extra-légales.

Ils réclament la sauvegarde de tous les emplois et affirment ne pas avoir dit leur dernier mot : quitte à se coordonner avec d'autres pour que plus un seul GM&S ou Matt ne se retrouve seul face aux licenciements.